

L'accordéoniste est mort : encore merci pour le regroupement familial !



Si il n'est pas faux de dire que Giscard d'Estaing fut très certainement le plus réformateur des présidents de la Ve après de Gaulle, il faut rappeler dans le même temps qu'il fut aussi celui qui ouvrit tout grand la porte de la maison France aux musulmans, et qu'il dépouilla la Banque de France de toutes ses prérogatives.

Aidé par Jacques Chirac son Premier ministre, il mit au point la déplorable loi sur le « regroupement familial ». Qui permit à tous les arabo-musulmans déjà installés en France de rapatrier épouses et nombreuses marmailles restées au pays.

Nous devons donc à cette scélérate initiative d'avoir vu s'installer sans vergogne une société à l'intérieur de la société française. Et les aides se sont mises à couler avec abondance. Allocations familiales pour les enfants, aides aux femmes en tant que mères célibataires quand les pères étaient polygames, etc.

Il s'est donc développé une sorte d'industrie fabriquant de la famille à la chaîne, où le seul outil était (pardon pour cette trivialité...) la bite du père. Et cela a donné des rejetons dans le genre des Assa et Adama Traoré, dont nous devons en prime supporter les insultes en tant que « colonialistes », ce qui est un comble quand on y réfléchit bien, puisque c'est

cette engeance importée qui colonise la France et les Français. Nous avons vu apparaître chez nous des hommes pères de familles nombreuses, jusqu'à... 36 enfants et gérant jusqu'à 12 femmes officieuses. Aucun responsable politique n'a eu le courage de mettre un terme à cette situation !

Giscard d'Estaing s'est aussi illustré dans la suppression du rôle de la Banque de France. Avant son initiative en ce sens, la Banque de France gérait les flux financiers de l'État, et elle était son seul prêteur. Des fonctionnaires toujours avides d'innovations autant imbéciles qu'inutiles ont eu la bonne idée d'enlever toutes ses prérogatives régaliennes à cette institution, la remplaçant à cet égard par un groupe de banquiers privés, dont la mission serait de lui prêter de l'argent, qu'elle prêterait à son tour à l'État. Avez-vous besoin d'une longue explication qui vous ferait entendre le doux chant des agios et des plus-values ? Et celui de la pluie ininterrompue des sous entrant dans les poches des banquiers privés ? Voulez-vous que l'on donne le montant des sommes empruntées et, à ce jour, indiquer de combien est redevable chaque Français à l'État, donc aux banques ?

Autre initiative de Giscard. Je crois l'avoir déjà évoquée dans un article précédent. J'en fixe aujourd'hui les grandes lignes. La crise pétrolière s'abattit sur l'Europe et la France avec une rare violence. Les pompes : fermées, les autoroutes : vides, les voitures : remisées au garage, mais également et surtout, l'industrie paralysée. Les pays arabomusulmans producteurs de pétrole, découvrant brutalement leur puissance grâce à l'or noir, se regroupent et créent l'OPEP, dès lors seule intermédiaire entre les fournisseurs et les pays clients.

Giscard cherche une solution pour sortir de la crise qui, répétons-le, impacte lourdement notre pays. C'est alors qu'on lui propose un marché, simple au demeurant. La France sera approvisionnée en pétrole à des prix avantageux, mais à la condition qu'il laisse libéralement entrer les ressortissants

des pays musulmans, et les laisse vivre selon les coutumes de leurs pays d'origine – un « deal » monstrueux, que chacun doit bien avoir en mémoire. Vous avez compris maintenant de quelle façon s'est remplie la Seine Saint-Denis.

Sur le plan anecdotique, on va vous raconter que Giscard d'Estaing descendait du roi Louis XV. C'est probablement faux – et si cela était prouvé, ce serait de la cuisse gauche, par une des nombreuses bâtardes du Bien-aimé (qui ne reconnaissait jamais, au rebours de son arrière-grand-père Louis XIV, sa progéniture officieuse), Louise-Adélaïde de Montalivet. Quant au « d'Estaing » accolé au « Giscard », il n'est pas d'origine. Ce sont les père et oncle paternel de VGE (René), conseillers d'Etat, qui ont obtenu de relever le « d'Estaing » (par décret pris en... Conseil d'Etat), ce qui était possible en l'absence de descendants directs de l'illustre famille, celle de l'amiral notamment, celui qui participa à la Guerre d'Indépendance américaine. Nos « Giscard » avaient dans leur arbre généalogique une aïeule d'Estaing, et le nom était « tombé en quenouille » depuis le 19e siècle. Voilà qui ressemble quasiment à un achat de patronyme, aisé si on a les bons « réseaux », comme on pourrait le faire avec une maison abandonnée, mais riche de son passé historique.

Je laisse enfin à d'autres, qui sauront mieux le faire que moi, le soin de se débrouiller avec les chiffres pour dire combien Giscard a coûté aux contribuables depuis 1981. En comptabilisant ses rentes d'ancien président, de ministre, de fonctionnaire, etc... Et combien en gardes du corps, voitures de fonction, secrétariat, policiers gardant ses différentes résidences dans lesquelles il se rendait pourtant rarement, pour la plupart ?.. Plus autres « menus » frais et dépenses annexes. Il paraît qu'il y a eu en France un événement que l'on désigne dans les livres d'histoire comme « Nuit du 4 août », qui signait l'abolition des privilèges, en 1789. Ah bon ?...

Raphaël Delpard